

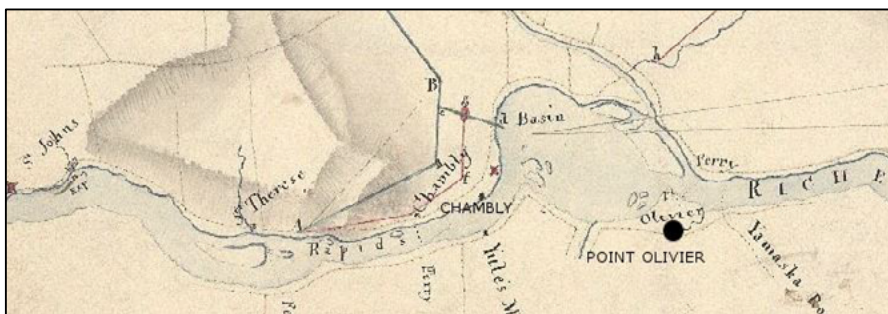


# Histoire postale ancienne du Québec

Cimon Morin, [cactus007@videotron.ca](mailto:cactus007@videotron.ca)

## Les débuts de la poste à Saint-Mathias

À l'époque de la fondation de la paroisse de L'Immaculée-Conception-de-la-Pointe-à-Olivier en 1739, le territoire était identifié sous le nom de Pointe-à-Olivier ou Pointe-Olivier, depuis environ 1700. Le peu de dévotion qui animait les paroissiens à l'endroit de saint Olivier entraîne,



Localisation de Point Olivier (Saint-Mathias) en 1816  
[BAnQ, 03Q\_E21S555SS1SSS18P63E]

en 1809, le remplacement de cet hagionyme par Saint-Mathias, choix de monseigneur Plessis. Sur le plan municipal, la municipalité de Saint-Mathias-de-Chambly voit le jour en 1845. Abolie en 1847, cette

municipalité se verra substituer celle de Saint-Mathias en 1855<sup>1</sup>.

Le bureau de poste de Saint-Mathias ouvre en 1826 sous le nom de *Point Olivier*. Il est probable qu'à partir de 1826 le transport du courrier se fait une fois par semaine de Montréal à Sherbrooke / Stanstead en passant par Chambly, Point Olivier, Granby et Shefford.

À partir de juillet 1832, un service de poste entre Chambly et Saint-Mathias est sous le contractant Charles Macé qui fait le relais quatre fois par semaine. Il fait aussi le trajet deux fois par semaine entre Saint-Mathias et Sainte-Marie-de-Monnoir ouvert lui aussi en 1826. Le bureau de poste ferme en 1837 du fait des rébellions qui sévissent dans la localité et des activités du maître de poste et patriote Louis Marchand. À la réouverture du bureau en 1846, on transporte le courrier deux fois par semaine de Chambly à Sainte-Marie-de-Monnoir en passant par Saint-Mathias, une distance de 12 milles.

Maitre de poste	Période
Paul Bertrand	1826 ? - 1829
Louis Joseph Soupras	6 juillet 1831 - 5 octobre 1832
Louis Marchand	6 octobre 1832 - 17 décembre 1837
[bureau fermé]	1837- 5 janvier 1846
Timothée Franchère	6 janvier 1846 - 5 avril 1848
Paul Bertrand	6 avril 1848 - 19 juillet 1880

### Paul Bertrand

La première mention du bureau de poste de *Point Olivier* est faite dans le *Quebec Almanach* de 1827 avec le nom de Paul Bertrand comme maître de poste — ce qui suppose que le bureau a été ouvert en 1826 — comme celui de Granby situé sur la route postale des Cantons de l'Est.

Paul Bertrand est notaire à Saint-Mathias depuis 1824. Il est le fils de Jean-Baptiste Hypolite Bertrand (1758-1817) et de Françoise Nadeau (1759-1832). Il épouse Agathe Marie Vigeant (1807-1848) le 30 janvier 1826 à Saint-Mathias. Il devient aussi le deuxième maire de Saint-Mathias en

1855. Son garçon Solime Bertrand (1827-1891) poursuit sa carrière de notaire et est élu député conservateur en 1878. Paul Bertrand décède à Saint-Mathias en 1883.

#### *Premier mandat*

Le notaire Paul Bertrand est maitre de poste de 1826 à 1829. Le bureau est probablement fermé en 1829, car il n'y a pas de mention de bureau et de maitre de poste dans le *Quebec Almanach* de 1830-1831. De plus, nous n'avons pas recensé de plis postaux dans les archives pour cette période.



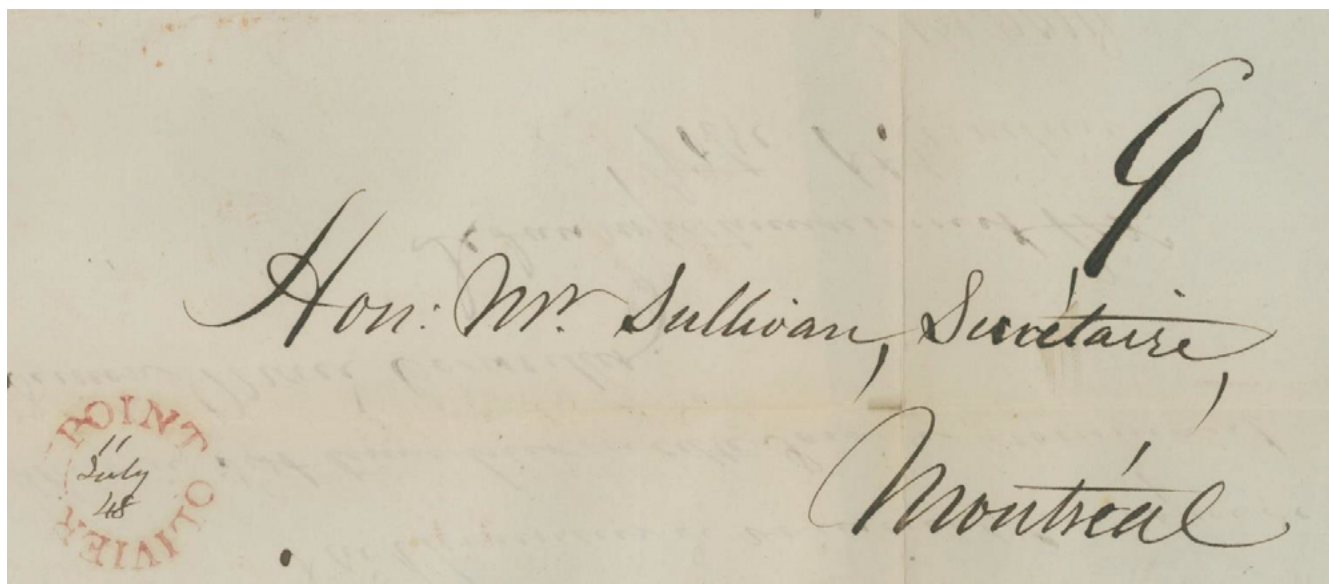
*Signature du maitre de poste Paul Bertrand*  
[BAC, RG4-C1, vol. 214, rapport 178]

Au cours de cette période, le bureau sera connu sous le nom officiel de *Point Olivier*.

#### *Deuxième mandat*

Suite à la démission du quatrième maitre de poste Timothée Franchère le 22 janvier 1848, le secrétaire provincial écrit au notaire Bertrand afin de lui demander s'il accepterait de devenir maitre de poste à nouveau — probablement suite à la recommandation de Franchère. Dans sa réponse du 1<sup>er</sup> février, Paul Bertrand mentionne que « quoi que cette charge soit bien plus onéreuse que profitable, je consentirais à l'accepter pour un an dans l'intérêt de la paroisse. En conséquence vous pouvez soumettre mon nom à Son Excellence »<sup>2</sup>. Le salaire du maitre de poste est de 3£ 10s par année. Il est fort probable que le notaire soit nommé officiellement au début du deuxième trimestre soit le 6 avril 1848.

Le notaire Bertrand demeure en poste jusqu'au 19 juillet 1880. C'est son garçon Solime Bertrand qui poursuivra dans la fonction de maitre de poste de Saint-Mathias.



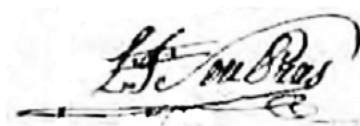
*Lettre de Paul Bertrand, maitre de poste de Saint-Mathias, et datée du 11 juillet 1848. On utilise la marque petit cercle interrompu à empattements jusqu'en 1850.*

[BAC, RG4-C1, vol. 234, n° 2760]

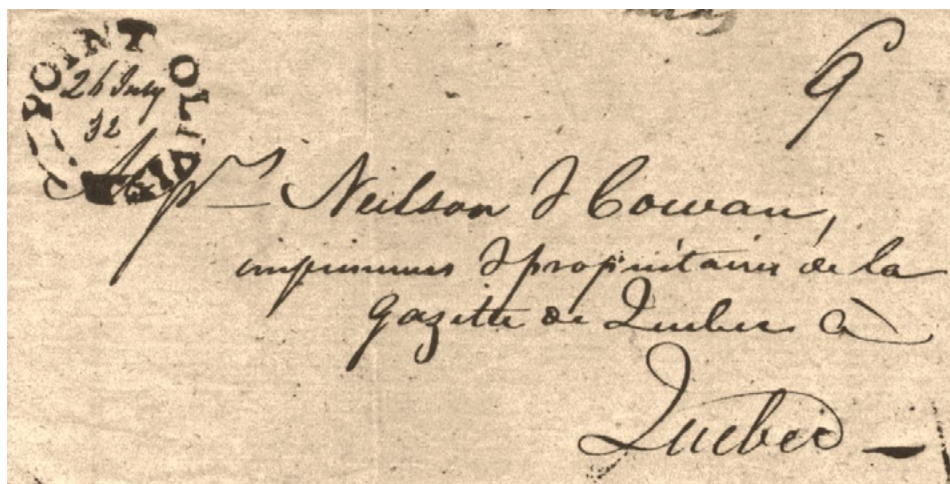
## Louis Joseph Soupras

Le bureau de poste ouvre à nouveau sous le nom officiel de Saint-Mathias le 6 juillet 1831 et Louis Joseph Soupras est nommé maître de poste par T. A. Stayner<sup>3</sup>. Soupras est notaire à Saint-Mathias. Il est né le 21 mars 1763 à Saint-Mathias. Il est le fils de Louis Joseph Latouche (1730-1809) et de Michèle Françoise Prive (1734-1796). Il épouse Marie Louise Prévost (1764-1844) le 13 février 1786 à Pointe-Claire. Le couple aura un enfant en 1788 nommé Eustache Soupras qui devient marchand et patriote au cours des rébellions de 1837-1838. Son garçon s'associe avec son ami Louis Marchand, le prochain maître de poste de Saint-Mathias. Son fils est aussi un proche du marchand et patriote Timothée Franchère qui deviendra maître de poste en 1846.

Le notaire Louis Joseph Soupras est probablement affecté par la maladie au début de 1832, car son greffe notarial se termine le 20 février. Il démissionne comme maître de poste le 5 octobre et décède le 9 décembre 1832 à l'âge de 69 ans. Il aura été seulement 15 mois maître de poste de Saint-Mathias.



Signature du maître de poste  
Louis Joseph Soupras  
[ancestry.ca]



Lettre de Paul Bertrand avec la marque postale « Point Olivier » datée du 26 juillet 1832 soit quelques jours après la réouverture du bureau  
[BAC, MG24-B1, vol. 157, n° 1168]

## Louis Marchand

Louis Marchand est nommé maître de poste de Saint-Mathias le 6 octobre 1832<sup>4</sup>.

Louis Marchand est né à Amsterdam, aux Pays-Bas, le 15 mars 1800, sous le nom de Levi Koopman, et décède à Montréal le 1<sup>er</sup> juillet 1881. Il est le fils de Solomon Koopman, joaillier, et de Judith Diutz. Son père, un descendant d'une famille juive originaire de Prague, adopte le patronyme français de Marchand en reconnaissance envers Napoléon 1<sup>er</sup> qui avait rétabli les droits religieux sur le territoire hollandais<sup>5</sup>. À 18 ans, il se rend en Angleterre afin d'apprendre la langue de



Signature de Louis Marchand  
[Université de Montréal, P0058U08134-2]



Shakespeare, puis s'installe aux États-Unis. En 1823, il retourne en Europe pour le décès de son père. Désireux de faire fructifier son héritage rapidement, il investit à la bourse et perd tout son investissement. Il arrive au Bas-Canada en 1826 et s'installe à Montréal ; puis, il est recruté par le marchand Eustache Soupras de Saint-Mathias avant de s'associer à lui aux côtés d'Alfred B. Laberge sous la raison sociale de *Soupras, Marchand et Laberge*.

Le 4 juin 1828, il se convertit au catholicisme et reçoit le sacrement de baptême sous le prénom de Louis. Le 4 octobre 1830, il épouse Marie-Charlotte Céré, à Longueuil, avec qui il aura quatre enfants<sup>6</sup>. Il devient l'un des actionnaires de la compagnie de Chemin de fer *Champlain & St. Lawrence Railroad* en 1832. En 1844, il quitte Saint-Mathias et s'installe à demeure à Montréal où il amorce ses nombreuses activités professionnelles et politiques. Il sera l'un des fondateurs de la Compagnie de Richelieu (1848) où il gravit les échelons jusqu'à la vice-présidence (1852-1855 et 1860-1862), président de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal (1848-1849), et membre de la Commission du havre de Montréal (1850). Deux ans plus tard, il prend part à la fondation de la Bourse de Montréal. En ce début de décennie, Louis Marchand flirte avec la politique municipale et occupe la présidence de la Commission des finances municipales tout en étant élu échevin du quartier Saint-Louis en 1852<sup>7</sup>. En 1856, il est conseiller du Quartier-Est puis échevin et maire suppléant en 1857. De 1856 à 1858, il occupe la présidence de la Compagnie de navigation de Montréal à Trois-Rivières et met sur pied la Compagnie de navigation de Salaberry. Il termine sa carrière à titre de maître de la Maison de la Trinité de Montréal de 1868 à 1873.

Louis Marchand prend sa retraite à l'âge de 70 ans. Il décède en 1881 à l'âge de 81 ans.

Louis Marchand joint les rangs des Patriotes lors de la tenue de l'assemblée des Six Comtés à Saint-Denis le 23 octobre 1837. En plus d'être l'un des signataires de la convocation<sup>8</sup>, il propose la résolution qui dénonce les congédiements d'officiers et juges de paix au Bas-Canada<sup>9</sup>. Fort actif, il fait l'achat d'armes et de munitions pour la première rébellion des insurgés, soulève les habitants et menace les loyalistes. Il est également présent à l'assemblée de Saint-Athanase où l'on rédige une circulaire proposant la conciliation entre le Parti patriote et le Parti bureaucrate. Marchand propose que les résolutions présentées à l'assemblée de Saint-Charles soient lues et adoptées. Peu de temps après, il démissionne comme capitaine de milice du bataillon de Chambly en protestation contre les destitutions effectuées par les autorités britanniques<sup>10</sup>.

Le 6 décembre 1837, on le retrouve à l'escarmouche de *Moore's Corner* près de la frontière américaine<sup>11</sup>. À la suite de nombreux mandats d'arrestation, dont ceux de Démaray, maître de poste de *St. Johns*, Louis Marchand et son associé Soupras s'enfuient au Vermont le 17 décembre 1837. Lors de



Dessin de Louis Marchand réalisé par Jean-Joseph Girouard. En inscription, on y lit « Louis Marchand - 37 ans / St Mathias / Rivière Chambly / incarcéré le 5 janvier 1838 »

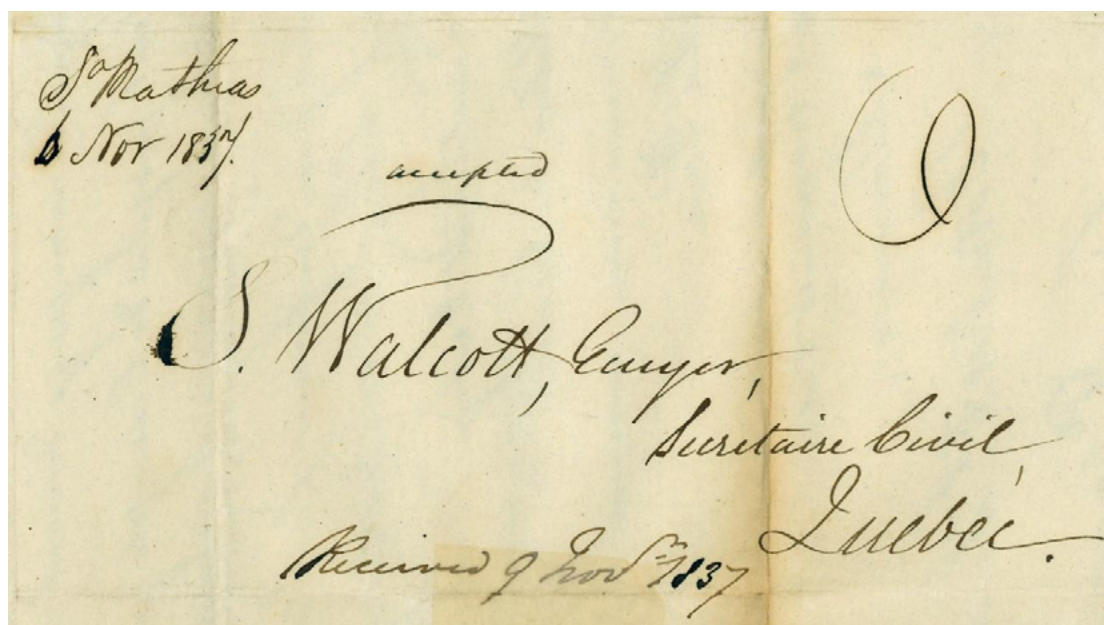
[BAC, R5796, e010958138]

son exil, il avoue qu'il a bien acheté des armes et des munitions, mais qu'il a refusé de les vendre aux patriotes. De retour au Bas-Canada, il prête le serment de fidélité à la reine. Il est tout de même arrêté et conduit à la prison du Pied-du-Courant le 5 janvier 1838. Le 19, il subit son examen volontaire et déclare qu'il a tenté de « pacifier les gens » et nie qu'il ait tenté de se procurer des armes « pour cette fois et appuyer la seconde insurrection »<sup>12</sup>. Marchand ne sera libéré qu'à l'amnistie générale proclamée par Durham le 8 juillet 1838 moyennant un cautionnement de 1000 £.

Louis Marchand est marchand à Saint-Mathias. Il a comme assistant le commis R. Robitaille en 1832 et 1833 et E. Blanchard en 1834. Son salaire varie entre 3£ et 4£ par année et il a droit à la franchise postale.

Le maître de poste utilise au début le tampon petit cercle interrompu à empattements identifié au nom du bureau de poste *Point Olivier*. Ce tampon est utilisé dès l'ouverture du bureau jusqu'en 1836, car en novembre 1837, lors des troubles des rébellions, le maître de poste utilise seulement une marque manuscrite « St Mathias ». Nous croyons que le bureau ferme le 17 décembre 1837 lorsque Marchand s'enfuit au Vermont afin de ne pas être arrêté par la milice en tant que patriote. Le bureau restera fermé jusqu'en 1846<sup>14</sup>.

Bureau de poste de Saint-Mathias <sup>13</sup>		
Année	Revenu	Salaire
1832	13£ 16s 8d	3£ 15s 5d
1833	15£ 9s 3d	4£ 1s 7d
1834	17£ 18s 5d	4£ 11s 7d
1837-1838	6£ 12s 9d	[20 %]



Lettre de Paul Bertrand (premier maître de poste) à Samuel Walcott, secrétaire civil du Bas-Canada, dans lequel il démissionne en tant que lieutenant de milice lors des troubles de 1837-1838. Le maître de poste utilise la marque postale manuscrite « St Mathias 6 Nov 1837 ».  
[BAC, RG4-A1, vol. 523, n° 1876]

[le bureau de poste est fermé du 17 décembre 1837 au 5 janvier 1846]

## Timothée Franchère

Le 28 octobre 1845, T. A. Stayner écrit au gouverneur qu'il va ouvrir à nouveau le bureau de Saint-Mathias et il sollicite le nom d'un candidat potentiel. Le 5 novembre, le secrétaire provincial écrit à Timothée Franchère, député de Rouville,

afin de connaître son intérêt à devenir maître de poste. Ce dernier lui répond verbalement lorsqu'il se rend aux bureaux du gouvernement à Montréal et réitère sa réponse dans une lettre du 3 décembre en mentionnant que « quel qu'en soit la tâche, que dans les vues de favoriser l'établissement du Bureau de Poste, je me chargerai volontiers de tenir l'office pour un certain temps ». Le gouverneur avise donc T. A. Stayner de ce choix le 13 décembre 1845<sup>15</sup>.

Le 27 décembre, l'inspecteur des Postes, William H. Griffin, se rend à Saint-Mathias afin de préparer l'ouverture du bureau de poste<sup>16</sup>. Le bureau sera ouvert le 6 janvier 1846<sup>17</sup>. Le bureau de poste est probablement situé dans le magasin Franchère ouvert en 1821<sup>18</sup>. Timothée Franchère est le frère cadet de Joseph Trefflé Franchère qui est maître de poste à Sainte-Marie-de-Monnoir en 1831-1833.

Franchère démissionne le 22 janvier 1848 mais doit demeurer en poste jusqu'à l'arrivée de son successeur Paul Bertrand. Nous croyons que sa date de départ coïncide avec la fin du premier trimestre soit le 5 avril 1848.

Antoine Timothée Franchère est né à Saint-Antoine-sur-Richelieu le 8 février 1791. Il est le fils d'Antoine Franchère (1756– ) et de Marie Josephte Nicolas (1756-1820). Il épouse Louise Éléanore Faribault (1799– ) le 18 octobre 1824 à L'Assomption. Ils auront huit enfants entre 1827 et 1843.



*La maison et magasin Franchère érigé en 1821 est situé près des quais d'embarquement sur la rivière Richelieu [Patrimoine culturel du Québec<sup>19</sup>]*

A handwritten signature in cursive script, reading 'Thim Franchère'.

*Signature du maître de poste Timothée Franchère [BAC, RG4-A1, vol. 309]*


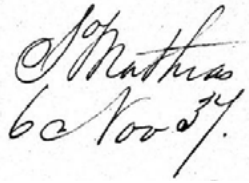


Le père de Timothée est un marchand originaire de Québec et vient s'installer dans la vallée du Richelieu vers 1788. Timothée est aussi marchand ainsi que deux de ses frères et ses oncles. Pendant la guerre de 1812, il sert en qualité d'adjudant dans le 1<sup>er</sup> bataillon de milice de la division de Chambly. En 1821, Franchère achète un terrain pour la construction d'un magasin. Il est nommé lieutenant-colonel de milice du premier bataillon du régiment de Rouville. Il a le titre de commissaire chargé de surveiller la construction du canal de

Chambly en février 1832, puis est élu commissaire d'école en juillet. Engagé dans le mouvement insurrectionnel de 1837, il s'enfuit aux États-Unis le 17 novembre ; un mandat d'arrêt ayant été lancé contre lui le 1<sup>er</sup> décembre, il demande son pardon au gouverneur, qui le lui accorde le 22

du même mois. Il est nommé de nouveau, en juin 1840, commissaire du canal de Chambly. Il devient aussi administrateur de la Banque du peuple.

Défait comme député dans Rouville en 1841, il est élu député de cette circonscription à une élection partielle le 25 septembre 1843 et réélu en 1844. Il fait partie du Groupe canadien-français et il ne s'est pas représenté en 1848.

Il décède à Saint-Mathias, le 5 octobre 1849, à l'âge de 59 ans<sup>20</sup>.

<i>Marques postales de Saint-Mathias</i>		
		
1832-1836, 1846-1850	1837	Non utilisée
<i>BAC, RG4-A1, vol. 410, n° 1137</i>	<i>BAC, RG4-A1, vol. 523, n° 1868</i>	<i>Épreuve</i>
		
1850-1880		
<i>Épreuve</i>		

<b>Saint-Mathias – Moyenne du nombre de lettres reçues par semaine<sup>21</sup></b>							
1842	1843	1844	1845	1846	1847	1848	Moyenne
-	-	-	-	19	9	25	18

<sup>1</sup> <https://fr.wikipedia.org/wiki/Saint-Mathias-sur-Richelieu>

<sup>2</sup> BAC, RG4-C1, vol. 214, rapport 178 ; RG3, vol. 912, p. 75.

<sup>3</sup> BAC, MG44B, vol. 3, p. 530, 615 ; vol. 4, p. 103.

<sup>4</sup> BAC, MG44B, vol. 4, p. 211.

<sup>5</sup> Jonathan Lemire, *Portraits de patriotes 1837-1838, Œuvres de Jean-Joseph Girouard*, VLB éditeur, Montréal, 2012, p.169. Selon les sources, il est indifféremment nommé Levi Salomon Hamburger ou Levi Koopman.

<sup>6</sup> Alain Messier, *Dictionnaire encyclopédique et historique des patriotes 1837-1838*, Guérin, Montréal, 2002, p. 318.

<sup>7</sup> Gérard Filteau, *Histoire des patriotes*, Septentrion, Sillery, 2003, p. 318.

<sup>8</sup> Alain Messier, *Dictionnaire encyclopédique et historique des patriotes 1837-1838*, Guérin, Montréal, 2002, p. 318.



---

<sup>9</sup> *La Minerve*, 30 octobre 1837.

<sup>10</sup> *La Minerve*, 30 octobre 1837.

<sup>11</sup> Alain Messier, *Dictionnaire encyclopédique et historique des patriotes 1837-1838*, Guérin, Montréal, 2002, p. 318.

<sup>12</sup> BAnQ, *Événements*, n° 47, examen volontaire de Louis Marchand, 19 février 1838.

<sup>13</sup> *Second rapport du Comité spécial nommé pour s'enquérir de l'état actuel du Département des Postes, afin de porter un remède efficace aux défauts de son organisation et administration*, Appendice G.G. au XLV<sup>e</sup> volume des *Journaux de la Chambre d'Assemblée de la province du Bas-Canada*, 1836, sections 14, 48-50 et *Rapport des Commissaires nommés pour faire une enquête sur les affaires du département des Postes*. Le rapport des commissaires est en date du 31 décembre 1841 et publié dans les *Journaux de la Chambre d'Assemblée*, annexe F, 1846, sections D-20-23.

<sup>14</sup> Voir aussi Michel Gagné et Cimon Morin, « Louis Marchand, maître de poste de Saint-Mathias (1832-1837) », *Bulletin d'histoire postale et de marcophilie*, n° 136, 2018, p. 28-34.

<sup>15</sup> BAC, RG4-C1, vol. 139, rapport 2972.

<sup>16</sup> BAC, MG44B, vol. 39, p. 30-31.

<sup>17</sup> BAC, MG44B, vol. 43, p. 6-9 ; RG3, vol. 912, p. 25.

<sup>18</sup> <https://journallemonteregien.com/une-restauration-spectaculaire-le-magasin-franchere-a-saint-mathias/>

<sup>19</sup> <https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92939&type=bien>

<sup>20</sup> <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/franchere-timothee-3249/biographie.html>

<sup>21</sup> BAC, MG44B. Différents rapports statistiques trouvés dans les vols. 14 (1842) à 58 (1848).